



Guide des services financiers

Parcours pour la protection de l'enfance accompagnant les initiatives de renforcement du pouvoir économique de la femme

Version : 1 février 2022

Public principal

Personnel de direction impliqué dans la conception et la mise en œuvre de services financiers pour tout acteur de l'autonomisation économique des femmes (WEE). Les acteurs WEE sont des entités ou des individus qui soutiennent le développement ou l'expansion des entreprises de femmes, fournissent des moyens de subsistance ou des services financiers, et/ou soutiennent les femmes (à l'échelle mondiale) dans leurs efforts pour accroître leur accès aux opportunités économiques, en particulier celles qui vivent dans les économies en développement.

But

Améliorer la conception et la mise en œuvre des services financiers afin qu'ils soient mieux accueillis et utilisés et qu'ils créent plus d'avantages pour les femmes entrepreneurs et leurs familles et qu'ils ne nuisent pas.

Objectifs

Grâce à l'utilisation de ce guide, les acteurs WEE auront :

- Évalué des preuves existantes sur les services financiers et leur contribution à la résilience des ménages et à la génération de revenus ainsi que l'impact connu qu'ils ont sur le travail préjudiciable pour les enfants et les adultes.
- Considéré les options de conception et les améliorations des services financiers qui peuvent atténuer les risques de travail préjudiciable pour les enfants et les adultes.

ÉTABLIR LES FONDATIONS
Phase 1

CONSTRUIRE LA STRUCTURE
Phase 2

ENGAGER LES PARTICIPANTS
Phase 3

Le financement est assuré par le Département du travail des États-Unis dans le cadre de l'accord de coopération numéro IL-31469. 100% des coûts totaux du projet ou du programme sont financés par des fonds fédéraux, pour un total de 1 872 000 dollars. Ce document ne reflète pas nécessairement les opinions ou les politiques du Département du travail des États-Unis, et la mention de noms commerciaux, de produits commerciaux ou d'organisations ne sous-entend pas l'approbation du gouvernement des États-Unis.



Table des matières

À propos du projet RICHEs	3
À propos du Guide des services financiers	5
Parcours pour la protection de l'enfance dans les initiatives d'autonomisation économique des femmes... suivez le guide !	8
Microcrédit	11
Le financement de l'éducation	12
Transferts monétaires et protection sociale	13
Financement agricole	14
Financement de la santé	16
Transferts de fonds et paiements	17
Économies	18
Gardiennage et normes sociales	19
Protéger les enfants, protéger les femmes, réaliser des rêves	21
Annexes	23
Aide à la recherche	23
Acronymes et glossaire des termes	31
Remerciements	34



À propos du projet RICHEs

Peu de gens s'attendraient à ce que les investissements dans les entreprises dirigées par les femmes entraînent l'accroissement du risque ou de l'incidence du travail préjudiciable pour les enfants (travail des enfants) ou les adultes. Cependant, les [recherches](#) menées par le projet *Réduction de l'incidence du travail des enfants et des conditions de travail préjudiciables dans les initiatives de renforcement économique* (RICHEs) ont révélé que les femmes entrepreneurs luttent pour gérer les charges de travail de leurs entreprises, les tâches ménagères et la garde des enfants. Beaucoup d'entre elles se tournent vers leurs entourages les plus proches pour obtenir de l'aide : leurs enfants.

La Fondation Grameen, en partenariat avec l'Initiative sur l'État de droit de l'Association du Barreau américain et financée par le Département américain du Travail, Bureau du travail des enfants, du travail forcé et de la traite des êtres humains (OCFT), a lancé le projet RICHEs dans le but de soutenir les entreprises féminines de manière responsable, et atténuer le risque de travail préjudiciable pour les enfants et les adultes ou l'utilisation d'autres stratégies d'adaptation négatives. Pour atteindre ce but, RICHEs a développé une boîte à outils pour les acteurs de l'émancipation économique des femmes (WEE) afin de les doter d'idées et d'outils pratiques pour intégrer et évaluer la protection de l'enfance et les pratiques commerciales sûres tout au long de leur activité. Dans le cadre du projet RICHEs, les acteurs WEE sont toute entité ou individu qui soutient le développement ou l'expansion des entreprises des femmes, fournit des moyens de subsistance ou des services financiers, et/ou soutient les femmes (à l'échelle mondiale) dans leurs efforts pour accroître leur accès aux opportunités économiques, en particulier ceux qui vivent dans les économies en développement.

La boîte à outils RICHEs est organisée en trois phases (voir Figure 1 ci-dessous).

Phase 1 représente un **ensemble de pratiques minimum** et des outils connexes que tous les acteurs WEE devraient avoir à portée de main et utiliser pour promouvoir la protection des enfants et des pratiques commerciales sûres et saines au sein des initiatives économiques et/ou des entreprises dirigées par des femmes. La phase 1 vise à :

1. La sensibiliser aux risques pour la santé et la sécurité des enfants et des femmes lors du soutien aux entreprises des femmes ou aux activités WEE ;
2. L'évaluation des risques et l'identification des situations de travail préjudiciable pour les enfants et les adultes et comment y remédier ;
3. L'engagement à respecter les principes Do No Harm (ne pas nuire) lors de l'élaboration et/ou de la mise en œuvre d'initiatives économiques féminines ; et
4. Savoir où se diriger pour obtenir de l'aide et où trouver des ressources.

Les phases 2 et 3 offrent une approche plus globale de la protection de l'enfance et de la santé et des pratiques commerciales sûres par le biais d'études de marché, de formations et d'évaluations au niveau organisationnel, de formation directe des participants, de développement de produits, de suivi et d'évaluation.



Figure 1 : Boîte à outils RICHERS pour les acteurs WEE



Boîte à outils pour les acteurs WEE

ÉTABLIR LES FONDATIONS Phase 1

Commencez ici : Utilisez ces outils pour sensibiliser et comprendre au niveau de la direction les risques organisationnels et programmatiques du travail préjudiciable pour les enfants et les adultes.

- Faire la présentation du cas
- Évaluations des risques
- Guide de gestion de la performance sociale (GPS/SPM) (évaluation de la GPS/SPM uniquement)
- Formation sur la reconnaissance de travail dangereux (avec la direction uniquement)
- Guide d'interrelations (liste de contacts d'urgence et de soutien externe uniquement)
-
- Guide de l'investisseur (réservé aux investisseurs)

CONSTRUIRE LA STRUCTURE Phase 2

Utilisez ces outils pour sensibiliser le personnel de première ligne et prioriser les produits et services nouveaux ou améliorés.

- Guide de gestion de la performance sociale (GPS/SPM) (tous les outils)
- Formation sur la reconnaissance de travail dangereux (avec tout le personnel)
- Guide d'étude de marché
- Guide des services financiers
- Atelier de conception

ENGAGER LES PARTICIPANTS Phase 3

Utilisez ces outils pour sensibiliser les intervenants et répondre à leurs besoins.

- Guide d'interrelations (tous les outils)
- Guide de diagnostic d'entreprise (Versions papier + numérique)
- Guide du dialogue intra-ménage
- Curriculum des affaires à risque (versions papier + numérique)
- Guide de suivi et d'évaluation

Pour accéder à la boîte à outils complète, veuillez consulter <https://grameenfoundation.org/riches>.



À propos du Guide des services financiers



Le Guide des services financiers est conçu pour faire partie de la **Phase 2 : Construire la Structure**. Il est recommandé d'utiliser les outils de la **Phase 1 : Établir les bases** avant de passer à la **phase 2** pour mieux comprendre les objectifs et les utilisations de la recherche et des recommandations partagées dans ce guide.

Description du processus : Ce guide présente les recherches extraites de [l'analyse pré-situationnelle RICHES](#) 1 qui a été enrichie à la fois de publications évaluées par des pairs et de littérature grise (évaluations et publications de programmes et de praticiens). L'objectif étant d'approfondir la relation qui lie les divers services financiers au travail préjudiciable pour les enfants (travail des enfants) et les adultes. Il documente également l'impact global d'un service financier sur le bien-être des participants, comme l'amélioration de la résilience ou la réduction de la pauvreté. Le guide cherche à se concentrer sur les attributs de conception qui peuvent accroître l'adoption, l'utilisation et les avantages de divers services financiers. Une attention particulière est portée sur les attributs de conception qui peuvent, directement ou indirectement, *protéger* ou potentiellement causer un plus *grand risque* de travail préjudiciable pour les enfants et les adultes. Ce guide s'appuie sur un document qui fait actuellement l'objet d'un examen par les pairs et qui sera publié prochainement.

Concepts importants à noter :

Le travail préjudiciable pour les enfants, ou travail des enfants, est tout travail qui entrave le développement d'un enfant et qui est : a) physiquement, mentalement ou moralement dangereux et nocif pour les enfants ; et b) entrave la scolarité d'un enfant. Le terme **travail des enfants** est également utilisé de manière interchangeable avec **travail préjudiciable pour les enfants** ou **travail des enfants**.

Le travail préjudiciable pour les adultes, ou conditions de travail inacceptables ou **UACW** est tout travail qui est considéré comme préjudiciable et est souvent basée sur le salaire (par exemple, si le travail offre un salaire décent), le temps de travail et les jours de repos (ex. les heures de travail qui dépassent huit heures par jour ou 48 heures par semaine), ou des conditions de travail nuisibles (piètres conditions de santé et sécurité au travail).

Ce guide suit une infographie décrivant une voie par laquelle un entrepreneur peut éviter le travail préjudiciable pour les enfants et les adultes s'il a accès à, et s'il choisit d'utiliser, un portefeuille de services financiers et non financiers (NFS) bien conçus et mis en œuvre, telles que les possibilités de formation et l'accès aux services de santé. Des panneaux de signalisation guident l'entrepreneur sur la route. Il existe des chemins périlleux qui peuvent conduire un entrepreneur à une situation de travail préjudiciable pour les enfants et les adultes s'ils n'ont pas accès à, ou n'utilisent pas, un service financier spécifique. Cette



infographie sert de directive pour explorer les preuves. Si toutes les preuves sont utilisées pour améliorer la conception et la mise en œuvre, théoriquement, les prestataires de services financiers (PSF) peuvent aider un entrepreneur à éviter les mécanismes d'adaptation néfastes, tels que le travail préjudiciable pour les enfants, à améliorer les revenus et la résilience des ménages et à réduire la pauvreté.

Chaque service financier possède une liste à puces qui résume :

- **DÉFIS**, ou le potentiel d'un service financier pour augmenter ou exacerber le travail préjudiciable pour les enfants et les adultes. Lorsqu'il existe peu ou pas de preuves existantes sur la relation entre le service financier et le travail préjudiciable pour les enfants et les adultes, les défis associés aux résultats connexes, tels que le décrochage scolaire ou l'utilisation d'autres mécanismes d'adaptation négatifs, sont partagés.
- **OPPORTUNITÉS** qu'offre le produit financier pour accroître la résilience des ménages ou la génération de revenus ou de réduire la probabilité qu'un ménage ait recours à un travail préjudiciable pour les enfants et les adultes. Tout comme les DÉFIS, s'il existe des preuves limitées ou inexistantes indiquant une relation entre le service financier et la réduction du travail préjudiciable pour les enfants et les adultes, les OPPORTUNITÉS associées à la taille du marché potentiel ou d'autres impacts positifs associés aux résultats connexes, telles que l'amélioration de la résilience ou la réduction de la pauvreté, sont partagées.
- **CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION** qu'un PSF ou d'autres acteurs du WEE doivent prendre en compte pour améliorer la conception et la mise en œuvre des services financiers, en particulier les considérations de conception pertinentes pour les femmes entrepreneurs.

Certains DÉFIS, OPPORTUNITÉS et CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION sont communs à tous les services financiers, par exemple, pour différents produits de microcrédit. À moins qu'il n'y ait des recherches spécifiques concernant les différences trouvées avec différents produits de microcrédit (ex. Crédit microentreprise, crédit éducation, crédit santé, crédit agricole), le lecteur sera renvoyé aux conclusions d'un autre service financier.

Suite à ces résultats, les recherches référencées pour les DÉFIS, OPPORTUNITÉS ou CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION du produit sont fournies dans l'annexe.

Si ce document est utilisé lors d'un atelier, la carte (page 9) doit être imprimée ou montrée aux participants afin qu'ils puissent suivre. Chaque service financier est représenté sur une seule page pour faciliter la consultation ou l'impression si l'intérêt se porte uniquement sur certains services financiers.

Matériel requis : Imprimante pour faire des copies lorsque le guide est utilisé dans un cadre d'atelier.

Temps nécessaire : On estime qu'il faut un peu plus d'une heure pour passer en revue le guide dans sa totalité. Cependant, comme le guide est conçu comme une référence, la documentation concernant un service financier individuel peut être consultée en 5 minutes environ.

Adaptations nécessaires :

1. Le guide TOT utilise les mots « participants au programme » ou « participants » pour décrire les bénéficiaires d'un service fournit ou les femmes entrepreneurs. Ces conditions peuvent être modifiées en fonction du type de fournisseur de services qui utilisera l'outil. Par exemple, «



participants au programme » ou « participants » peuvent être remplacés par client, bénéficiaire ou d'autres mots significatifs avant de remplir ce champ.

2. Tous les guides et supports de formation de la boîte à outils RICHERS ont été conçus pour garantir leur accessibilité, en particulier pour les personnes handicapées. Pour cette raison, ce guide a été développé dans Microsoft Word, en utilisant au minimum une police de 12 points. Les graphiques et les tableaux ont été étiquetés avec un texte alternatif. Vous souhaitez peut-être ajuster la taille des tableaux pour permettre la prise de notes ou pour ajuster la taille de la police si vous les imprimez pour un usage spécifique. Le but de ce document étant de présenter la recherche pour chaque service financier individuel sur une page. Pour cette raison, un espacement simple a été utilisé. Cependant, pour augmenter la lisibilité, l'espacement des paragraphes peut être augmenté d'un espacement simple à un espacement multiple ou double.

Facteurs de coût liés à l'utilisation de l'outil : Temps du personnel pour passer en revue le guide.

Risques à considérer : Les recherches présentées dans ce guide peuvent être utilisées pour éclairer la conception centrée sur l'humain ou les études de marché afin d'évaluer les attributs des services financiers et les méthodes de prestation. Il ne doit cependant pas être considéré comme un substitut à la recherche en conception centrée sur l'humain menée avec des participants réels. Veuillez consulter le [RICHERS Guide d'étude de marché](#) ou le [RICHERS Guide M&E](#) pour certaines méthodologies de recherche.

Langues : Le guide est disponible en anglais, en français et en espagnol.



Parcours pour la protection de l'enfance dans les initiatives d'autonomisation économique des femmes... suivez le guide !

Lors de cette exploration, nous rejoignons une femme entrepreneur et sa fille sur le chemin de la protection de l'enfance. Leur objectif ? Arriver à destination avec un portefeuille de services financiers bien conçus a) qui accroît la résilience des ménages aux chocs, génère des revenus et maintient les enfants à l'école pour réaliser leur potentiel ainsi que b) atténue les risques de travail préjudiciable pour les enfants (travail des enfants) et les adultes. Sur la base d'une évaluation de la recherche, d'importants points sont à retenir pour les acteurs de l'autonomisation économique des femmes (WEE) : des services financiers mal conçus et mal mis en œuvre peuvent nuire, mais des services financiers bien conçus peuvent protéger et développer les moyens de subsistance et améliorer le bien-être des ménages. Les acteurs WEE sont des entités ou des individus tels que les prestataires de services financiers (PSF), les organisations non gouvernementales (ONG) et les investisseurs au service des entrepreneurs dans les pays à faible revenu (PFR).

Le voyage peut être périlleux, mais avec une bonne feuille de route et les bons services financiers conçus de la bonne manière, notre entrepreneur et sa famille sont sûrs d'arriver en toute sécurité avec le potentiel de réussir dans les affaires, les moyens de subsistance, et de réaliser les rêves qu'elle s'est fixée pour elle et ses enfants.

En commençant au début de l'itinéraire, nous ferons des arrêts en cours de route pour comprendre les DÉFIS, ou le potentiel d'un service financier pour augmenter ou exacerber le travail préjudiciable pour les enfants et les adultes. Nous évaluerons les OPPORTUNITÉS qu'offre le service financier pour accroître la résilience des ménages, la génération de revenus et/ou réduire la probabilité qu'un ménage ait recours au travail préjudiciable pour les enfants. Et nous explorerons certaines CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION qu'un PSF ou un acteur WEE devrait prendre en compte lors de la conception et de la mise en œuvre de divers services financiers.

Légende :



Si vous voyez ces icônes, la fille de notre entrepreneur est malheureusement dans une situation de travail préjudiciable pour les enfants car elle travaille dans l'entreprise de sa mère ou s'occupe de ses frères et sœurs plus jeunes pendant que ses camarades sont à l'école. Par exemple, elle peut également se retrouver à travailler aux côtés de sa mère, confrontée à la circulation routière et transportant de lourdes charges de fruits.

Nous devons faire de notre mieux pour nous assurer que nous soutenons notre entrepreneur afin qu'elle reste sur la route principale et n'emprunte pas les routes secondaires qui conduiront sa fille (ou tout enfant)



dans des situations où ils sont forcés ou contraints de travailler, c'est-à-dire de travailler dans des conditions préjudiciables et/ou soutenir ou prendre soin des autres pendant que sa mère travaille.

Commençons et examinons la carte ! Pour commencer notre périple, nous rejoignons notre entrepreneur dans le camion de livraison de son entreprise en bas à gauche.

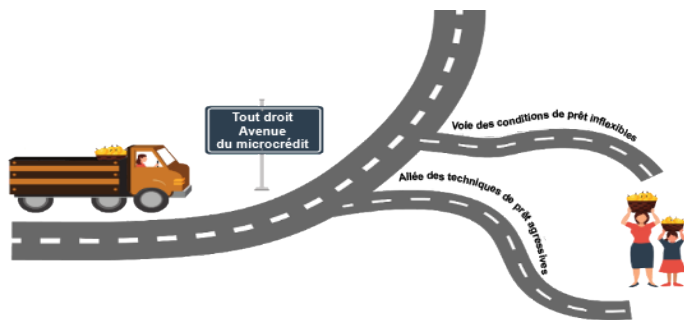


SENTIER
Protection de l'enfance
dans les initiatives
d'autonomisation
économique des
femmes





Microcrédit



- Crédit aux microentreprises
- Crédit à la consommation
- Crédit d'urgence

(Voir également les modèles de microcrédit associés au financement agricole, au financement de l'éducation et au financement de la santé.)

Le premier panneau sur la signalisation routière, un itinéraire bien connu et très fréquenté : le microcrédit. Cependant, une mauvaise conception ou prestation de microcrédit peut conduire un entrepreneur sur des routes dangereuses qui entraînent un travail préjudiciable pour les enfants, notamment la redoutable voie des conditions de prêt inflexibles et la voie des techniques de prêt agressives.

Mais pas de panique ! En étant conscient des risques liés au travail préjudiciable pour les enfants, en renforçant la flexibilité dans la conception du microcrédit et en alignant les montants de microcrédit nécessaires pour soutenir et développer une entreprise, tout le monde tirera un bénéfice. Vos participants (par exemple, les entrepreneurs) bénéficieront d'un meilleur lissage de consommation, d'un investissement accru dans des entreprises à rendement plus élevé et d'un moindre stress financier. Et c'est aussi bon pour les affaires !

DÉFIS

- L'implication des enfants dans l'entreprise d'une femme peut améliorer sa rentabilité ; les enfants peuvent être considérés comme des employés de confiance.^{2,3}
- Le risque de travail préjudiciable pour les enfants est plus élevé pendant les phases naissantes d'une entreprise ; les jeunes enfants et les filles peuvent également être plus négativement touchés.⁴⁻⁶
- Le microcrédit proposé comme stratégie de relance face à une crise, comme la COVID-19, peut accroître l'épuisement physique et émotionnel des femmes alors qu'elles luttent pour faire face aux remboursements des prêts et aux responsabilités de travail de soins non rémunérées.⁷
- De courts délais de remboursement des prêts, des taux d'intérêt élevés et des techniques agressives de recouvrement des prêts peuvent amener les familles à recourir à la vente d'actifs productifs, à emprunter auprès de prêteurs (usuriers), à recourir au travail préjudiciable pour les enfants et, dans le pire des cas, à recourir au suicide comme stratégie d'adaptation.⁸⁻¹²

OPPORTUNITÉS

- La conception flexible des produits (c'est-à-dire les calendriers de remboursement et les modèles de responsabilité) permet aux PSF et aux clients de bénéficier d'avantages positifs.^{13,20-22}

CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION

- Offrir des périodes de grâces.¹³
- Autoriser les congés de remboursement.¹⁴
- Aligner les calendriers de remboursement sur les flux de trésorerie saisonniers.¹⁵
- Envisager des taux d'intérêt flexibles et des périodes de remboursement plus longues qui peuvent aider les entrepreneurs à penser moins à court terme et plus à long terme.¹⁵⁻¹⁷
- Restructurer ou refinancer les prêts en cas de crise.^{14,18}
- Former le personnel de terrain aux techniques appropriées de recouvrement des prêts.¹⁴
- Augmenter les montants de prêt gérables pour permettre aux entrepreneurs d'employer des travailleurs adultes afin de réduire les charges de travail et d'améliorer la sécurité et la santé des entreprises.¹⁹
- Lors de l'octroi de nouveaux prêts, collaborez avec les entrepreneurs pour fixer des limites au temps de travail des enfants dans l'entreprise⁶ et pour



- Les PSF bénéficieront de :
 - Une augmentation de l'acquisition et de la fidélisation des clients,^{13,20}
 - Une diminution des coûts de transaction,²⁰ et
 - valeurs par défaut.^{21,22}
- Les participants bénéficieront de :
 - une augmentation des investissements dans les entreprises à rendement plus élevé,²¹
 - une meilleur lissage de la demande et de la consommation,²¹ et
 - une réduction du stress financier.²¹

identifier les compétences positives que les enfants peuvent acquérir dans l'entreprise afin de garantir des avantages à long terme pour les enfants.¹⁹

Le financement de l'éducation



- Épargne-études
- Prêts d'études (pour couvrir les frais de scolarité et autres frais d'apprentissage)
- Prêts pour soutenir les établissements d'enseignement
- Micro-assurance pour couvrir les frais de scolarité en période de crise de revenu/de handicap

(Voir également Microcrédit et Épargne.)

Le panneau suivant encourage un entrepreneur à faire le plein avec le financement de l'éducation, sinon son chemin pourrait être détourné vers la route de l'abandon scolaire ! Un entrepreneur ne devrait pas choisir n'importe quel service de financement des études !

Alors que les prêts aux microentreprises sont souvent utilisés pour payer les frais de scolarité (pour lesquels ils ne sont pas conçus), ils se sont avérés avoir très peu d'impact sur les résultats scolaires.²³ L'épargne ou les prêts d'éducation spécialisés peuvent aider les femmes entrepreneurs à payer les frais de scolarité ou d'autres dépenses d'éducation remboursables (OOP) pour l'éducation de leurs enfants. Les prêts spéciaux pour l'éducation peuvent également être utilisés pour accroître l'offre de services éducatifs, en soutenant les entrepreneurs, souvent des femmes, qui gèrent des écoles privées à faible coût (LCPS).²³ Bien que les preuves soient limitées sur la manière d'améliorer la conception des services de financement de l'éducation pour éviter le travail préjudiciable pour les enfants, le programme [Opportunity EduFinance](#), qui travaille dans les PFR pour étendre les services de financement de l'éducation, a partagé les leçons apprises lors de la conception du financement de l'éducation.^{24,25}

DÉFIS

- Les enfants engagés dans un travail préjudiciable pour les enfants ont souvent des résultats aux tests inférieurs et un faible niveau d'instruction.^{26,27}
- La plupart des enfants qui travaillent vont à l'école, mais ils sont moins susceptibles d'y aller que les enfants qui ne travaillent pas.^{10,28}
- Le travail des enfants peut aider à payer les frais de scolarité.²⁹
- Les prêts à l'éducation, comme le microcrédit,

CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION

Les PSF qui prêtent aux LCPS doivent :³²

- Prêter par tranches, pour réduire le surendettement des
- Envisager des formes de garantie autres que l'école ell
- Aligner les remboursements des prêts sur le moment d
- Fournir un soutien technique aux propriétaires de LCP

Les PSF qui prêtent aux participants doivent :^{24,33}

- Mener des études de marché pour comprendre les coût
- Verser les paiements des prêts des participants directer



peuvent entraîner un travail préjudiciable pour les enfants et les adultes, si les ménages ont du mal à rembourser le prêt à l'éducation ou sont confrontés à des techniques agressives de recouvrement de prêt par le FSP.³⁰

- Les LCPS manquent de capitaux pour accroître la quantité et la qualité de l'éducation.³¹

OPPORTUNITÉS

- Le programme Opportunity EduFinance estime un marché mondial de 23,9 milliards de dollars pour le financement de l'éducation : 7 milliards de dollars pour le financement des LCPS et 16,9 milliards de dollars pour le financement des dépenses d'éducation des ménages.²⁴
- Soutenir les LCPS est une stratégie deux en un : Les femmes entrepreneurs dirigent souvent les LCPS en tant que micro, petites ou moyennes entreprises, déployant les services d'éducation aux communautés mal desservies.²⁴
- Investir dans l'éducation : pour chaque année d'études qu'un enfant termine, il peut gagner 10 \$ supplémentaires pour chaque tranche de 100 \$.²⁴

- Envisager d'offrir de petits prêts complémentaires aux d'éducation en temps de crise.
- Temporiser les remboursements du prêt jusqu'au moment de la crise.
- Les durées de prêt ne doivent pas dépasser la période de crise.
- S'assurer que le montant du prêt est abordable. Restez à l'écart du surendettement.

Transferts monétaires et protection sociale



- Transferts monétaires (CT), y compris les transferts monétaires conditionnels (CCT) ou les transferts monétaires inconditionnels (UCT)
- Transferts d'actifs (AT)
- Contributions en nature
- Subventions à l'éducation
- Programmes pour sortir de la pauvreté (programmes de fin d'études)

Le parcours devient trop long ? Besoin d'une petite aide supplémentaire ? Les CT et autres interventions de protection sociale visent à soutenir la sécurité financière des ménages à faible revenu ; cependant, s'ils encouragent la croissance des entreprises ou de nouvelles activités génératrices de revenus (AGR), ils peuvent également entraîner un travail préjudiciable pour les enfants.^{10,34}

Alors que la plupart des CT et des interventions de protection sociale sont fournies par des programmes gouvernementaux ou des ONG, les PSF peuvent être un pont pour leurs participants à ces programmes ou fournir des services financiers à ceux qui participent à ces interventions. Dans tous les cas, il est important que les PSF évaluent ces interventions pour s'assurer qu'elles sont bien conçues et adaptées à leurs participants et qu'elles sont conçues pour atténuer le risque de travail préjudiciable pour les enfants.



DÉFIS

- Les CT partiels, tels que les subventions partielles à l'éducation, peuvent augmenter le travail préjudiciable pour les enfants tout en augmentant simultanément la scolarisation, car les familles travaillent pour combler l'écart des coûts d'éducation OOP.³⁴
- Alors que les enfants ciblés pour les subventions à l'éducation augmentent leur fréquentation scolaire et réduisent leur travail, les frères et sœurs non ciblés peuvent perdre des opportunités d'éducation³⁵ et les enfants non ciblés dans la communauté peuvent travailler plus.³⁶ Les contraintes de liquidité à court terme peuvent empêcher une famille d'économiser des TC pour les frais d'études engagés plus tard dans l'année.³⁵
- Les CT ou AT qui favorisent la génération de revenus pour les femmes peuvent augmenter leur charge de travail et créer une demande pour que les enfants travaillent dans l'entreprise familiale ou à la maison.³⁷

OPPORTUNITÉS

- Les CT ou les transferts en nature, les CCT ou les UCT et les programmes de fin d'études peuvent donner aux familles un plus grand sentiment de sécurité financière, encourager la fréquentation scolaire et conduire à l'accroissement d'une activité économique.^{10,34,40}
- Bien qu'ils n'éliminent pas complètement le travail préjudiciable pour les enfants, les CT peuvent détourner les activités des enfants de types de travail dangereux vers des types de travail moins dangereux.⁴¹
- L'augmentation du pouvoir décisionnel des femmes dans le cadre des programmes de transferts monétaires peut également réduire le travail préjudiciable aux enfants et augmenter le niveau d'instruction.⁴²
- Les CCT qui couvrent toutes les dépenses d'éducation peuvent augmenter la participation scolaire et réduire le travail préjudiciable pour les enfants.³⁴

CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION

- Les CT peuvent nécessiter l'accompagnement d'autres formes de soutien, telles que l'éducation, les soins de santé ou la formation pour aider à répondre aux besoins de base.³⁸
- Reporter les subventions à l'éducation au moment de la réinscription, en particulier pour les enfants à risque 35 ; les comptes d'épargne PSF sont un moyen d'épargner les CT jusqu'au moment où les frais d'éducation sont encourus.
- Évaluer la quantité de main-d'œuvre nécessaire et disponible pour une nouvelle AGR parmi les ménages participants et s'assurer que le montant des transferts couvre adéquatement ces coûts.³⁹
- Faire attention à l'impact des transferts sur les adolescents et les autres groupes qui peuvent avoir une voix limitée au sein de la famille.³⁹

Financement agricole



- Financement de la chaîne de valeur
- Prêts d'intrants (pour l'achat d'engrais, de semences et de pesticides)
- Mise de côté pour les intrants ou les outils
- Épargne d'entrée (groupes ou comptes d'épargne)
- Indice des précipitations ou autre assurance-récolte

(Voir également Microcrédit et Épargne.)



Une perte de revenu importante est imminente ! Grâce au financement agricole, les familles peuvent éviter la sombre autoroute de la perte des récoltes !

L'accès limité au financement agricole est une contrainte majeure au développement agricole.⁴³ Bien qu'il existe de nombreuses interventions qui visent à réduire le travail préjudiciable pour les enfants et les adultes pour ceux qui travaillent dans l'agriculture, il existe très peu de preuves sur le lien entre l'utilisation du *financement agricole* et les activités préjudiciable pour les enfants.^{44,45} Les PSF doivent être conscients des enseignements tirés d'autres services financiers, tels que le microcrédit, où il existe des relations bien connues avec le travail préjudiciable pour les enfants, et s'appuyer sur les enseignements liés à la conception du financement agricole pour instaurer une adoption, un usage et un bénéfice optimal.

DÉFIS

- La plupart des enfants en situation de travail préjudiciable pour les enfants travaillent dans l'agriculture, aux côtés de leurs parents.¹⁰
- Chaque fois que la valeur des activités agricoles et des propriétés foncières augmente, la probabilité d'un travail préjudiciable pour les enfants augmente également. Cependant, plus les actifs productifs sont importants au fil du temps, plus le travail préjudiciable pour les enfants diminue.⁴⁶
- Les chocs agricoles augmentent la probabilité de travail préjudiciable pour les enfants.⁴⁶
- L'utilisation de prêts d'intrants peut accroître la main-d'œuvre familiale et réduire le recours à la main-d'œuvre salariée.⁴⁷

OPPORTUNITÉS

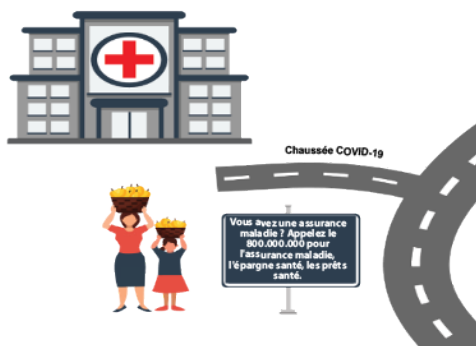
- Les ménages à faible revenu disposant de plus d'actifs (épargne) sont moins susceptibles de dépendre du travail préjudiciable pour les enfants lorsqu'ils sont frappés par la perte de récoltes ; les ménages à revenu élevé empruntent pour lisser leur consommation.⁴⁶
- L'argent mobile peut lisser la consommation en cas de chocs agricoles.⁵¹

CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION

- Au fur et à mesure que les ménages font de nouveaux investissements dans leur ferme, discutez de la façon dont la croissance des entreprises peut augmenter les besoins en main-d'œuvre. Intégrer la résolution de problèmes dans les dialogues familiaux et communautaires autour des pratiques de travail sûres et s'assurer que les ressources et/ou les liens avec les ressources sont disponibles.⁴⁸
- Les montants de financement agricole devraient être suffisants pour soutenir la capacité d'un entrepreneur à embaucher de la main-d'œuvre adulte.⁴⁸
- Un portefeuille de prêts agricoles devrait être fourni pour l'achat d'intrants, la plantation, la récolte, les coûts de stockage et pour le *warrantage* (utilisation de la récolte pour rembourser un prêt) pour couvrir tous les besoins d'investissement.⁴⁷
- Le remboursement du crédit agricole doit être adapté au cycle de la culture ou de l'activité.⁴⁷
- Le financement de la chaîne de valeur, qui permet souvent d'acheter des intrants à crédit, devrait aligner les remboursements des prêts sur les revenus de la récolte.⁴⁹
- Soyez prudent lorsque vous combinez l'assurance agricole avec d'autres services financiers, tels que le crédit aux microentreprises, car un seul produit peut être nécessaire pour promouvoir l'investissement.⁵⁰
- S'appuyer sur l'infrastructure de prestation des PSF et la confiance qu'elle peut avoir dans la communauté pour mieux commercialiser et distribuer des produits d'assurance qui ne sont pas bien compris.⁵⁰
- Explorer les moyens d'aider les entreprises agricoles des femmes à couvrir l'achat d'équipements de protection individuelle et l'intégration de formations professionnelles, de sécurité et de santé en préparation à l'embauche de main-d'œuvre pendant l'expansion.⁵¹



Financement de la santé



- Épargne santé (de groupe et individuelle)
- Prêts de santé
- Régimes nationaux d'assurance maladie/ Régimes de soins de santé universels (CSU)
- Assurance maladie privée
- L'assurance maternité

(Voir également Microcrédit et Épargne.)

Attention ! Notre entrepreneur n'est pas à l'abri d'une maladie catastrophique, soit en raison de la perte de revenu d'un soutien de famille, soit des frais de traitement. Ils peuvent être détournés sur la chaussée COVID-19 et dans une situation de travail préjudiciable pour les enfants !

Bien que de nombreux PFR disposent d'une CSU ou de soins de santé gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans, ceux-ci ne couvrent pas toutes les dépenses de santé directes encourues par les femmes et leurs familles.⁵²⁻⁵⁷ Les PSF ont un rôle clair à jouer dans la promotion d'un portefeuille complet d'options de financement de la santé, en veillant à ce que les participants prennent en charge les dépenses directes, telles que celles qui ne sont généralement pas couvertes par une assurance, comme les médicaments, les voyages, l'hébergement et la nourriture lorsqu'un membre de la famille est hospitalisé.

DÉFIS

- Les crises sanitaires peuvent conduire à un travail préjudiciable pour les enfants, car les enfants doivent travailler pour gagner un revenu afin de payer les frais médicaux de la famille ou renoncer à l'école pour s'occuper d'un parent.⁵⁸

OPPORTUNITÉS

- La demande dépasse l'offre de services de financement de la santé.⁵²
- Il a été constaté que la micro-assurance santé, qui couvre directement les frais de santé directs ou fournit un remboursement forfaitaire, réduit la probabilité de travail préjudiciable pour les enfants en cas de choc de santé et limite l'exposition des enfants et des adultes à des travaux dangereux.⁶⁰

CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION

Les PSF qui conçoivent des services de financement de la santé doivent :⁵⁹

- S'aligner sur les types et les montants des dépenses de santé OOP et les préférences des participants pour les prestataires de soins de santé.
- Rester flexible et enclin à l'emprunt auprès de son réseau social. Sinon, l'argent mobile est un moyen de tirer parti des réseaux sociaux pour soutenir les dépenses de santé.⁵¹
- Minimiser la paperasserie et la validation des coûts de santé, ce qui peut créer des obstacles à l'utilisation.
- Concevoir des décaissements rapides et faciles ; les patients ne devraient pas avoir à payer d'abord et à être remboursés plus tard.
- Fournir un portefeuille d'options de financement de la santé car aucun outil de financement de la santé ne peut couvrir tous les coûts de santé, ce qui oblige les ménages à recourir à d'autres mécanismes d'adaptation, tels que le travail préjudiciable pour les enfants.
- Les produits de financement de la santé doivent couvrir les dépenses de soins préventifs (par exemple, les bilans de santé annuels) et les dépenses de soins curatifs (par exemple, la maladie), ainsi que les dépenses de santé à faible impact (par exemple, toux ou rhume) et à impact important (maladie ou accident catastrophique, ou invalidité).
- Attention à ne pas combiner l'assurance avec d'autres services

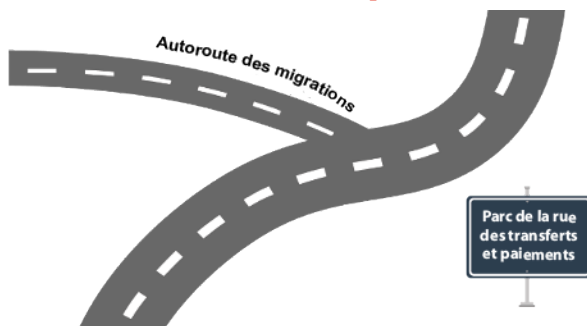


- L'accès à l'argent mobile, qui facilite les paiements rapides et peu coûteux au sein du réseau social d'une femme, peut assurer les ménages contre les réductions de consommation en cas de choc de santé.⁵¹

financiers : tous les participants n'ont pas besoin des produits obligatoires et peuvent abandonner complètement pour éviter de payer pour un service non désiré.

- Couvrir toute la famille, pas seulement la participante elle-même.
- Évaluez la satisfaction de votre participant quant à la disponibilité, la qualité et l'accès aux services de santé eux-mêmes. Car l'insatisfaction à l'égard des prestataires de soins de santé peut également limiter l'utilisation des services de financement de la santé.

Transferts de fonds et paiements



- Transferts de fonds nationaux (souvent considérés comme des paiements de personne à personne)
- Transferts internationaux
- Transferts d'argent mobile / Paiements
- Transferts publics

(Voir aussi Transferts monétaires et protection sociale.)

Ouf ! Il est temps de se reposer au parc de la rue des Transferts et paiements ! Prendre l'autoroute de la Migration pourrait être risqué, à moins d'être équipé d'outils financiers pour envoyer et recevoir de l'argent du migrant.

Bien que les PSF ne gèrent généralement pas les systèmes de transfert de fonds ou de paiement, ils peuvent les faciliter pour les participants et les membres de leur famille ou entre les participants et les programmes gouvernementaux de protection sociale. Sans ce soutien, un ménage à faible revenu peut devoir attendre le transport d'argent de main à main ou peut engager des dépenses importantes pour recevoir de l'argent, réduisant ainsi sa capacité à réagir aux chocs ce qui pourraient entraîner un travail préjudiciable pour les enfants en tant que mécanisme d'adaptation négatif. Les transferts de fonds et les paiements entre la famille ou les participants et les régimes publics de protection sociale peuvent fournir des capitaux pour les urgences ou pour des investissements, tels que les affaires ou l'éducation. Avec l'émergence et l'impact de l'argent mobile, les transferts de fonds et les paiements deviennent un outil encore plus efficace.⁶¹

DÉFIS

- Les transferts de fonds peuvent augmenter la scolarisation des filles, mais pas des garçons qui ont tendance à passer du travail d'extérieur à l'intérieur.⁶²
- Les transferts de fonds peuvent avoir un impact plus important sur l'éloignement des enfants du marché du travail dans les zones urbaines ; cela réduit le nombre d'heures travaillées dans les zones rurales.⁶³

CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION

- Mener des recherches pour comprendre les schémas sexospécifiques d'envoi et de réception des transferts de fonds afin d'éclairer les politiques et la conception de services complémentaires (par exemple, le crédit et l'épargne pour les bénéficiaires).⁶⁴
- Les produits de microcrédit doivent être



OPPORTUNITÉS

- En 2019, les transferts de fonds représentaient plus de 3 fois le flux annuel d'aide au développement et d'investissements directs étrangers, touchant près d'un milliard de personnes.⁶¹
- Les transferts de fonds augmentent le revenu disponible des ménages bénéficiaires, réduisent les problèmes de liquidité, génèrent des opportunités de consommation et d'investissement et augmentent la fréquentation scolaire.^{51,62,67}
- Les transferts de fonds peuvent être utilisés pour atténuer les effets négatifs des chocs sur les revenus et réduire le recours au travail préjudiciable pour les enfants,⁶⁸⁻⁷⁰ en particulier dans les pays où les systèmes financiers sont faibles et les revenus instables.⁶⁷
- Les femmes migrantes partagent une plus grande part de leurs revenus que les hommes, envoyant autant/plus que les hommes et utilisent des entreprises de transfert d'argent privées et moins réglementées plutôt que des banques (en raison des mêmes obstacles auxquels les femmes sont confrontées en utilisant les services financiers formels).⁶⁴

- basés sur les flux de trésorerie plutôt que sur les actifs lorsque les flux de transferts de fonds sont bien connus.⁶⁵
- Numériser les transferts de fonds et le compte d'épargne pour promouvoir l'épargne des envois de fonds ainsi que d'autres paiements afin de convaincre les familles des avantages du numérique par rapport aux canaux en espèces.⁶⁵
- Mettre l'accent sur la transparence de l'état du transfert et de la réception des paiements pour instaurer la confiance dans le processus.⁶⁵
- Limiter la quantité de paperasse nécessaire.⁶⁶
- L'accès aux retraits de fonds facilité par des agents peut réduire les frais de déplacement pour y accéder, en particulier dans les zones rurales.^{51,66}
- Accroître les efforts de littératie numérique et financière pour faire respecter la manière dont les autres services financiers peuvent soutenir les objectifs financiers associés au produit des envois de fonds.⁶⁶

Économies



- Groupes d'épargne
- Comptes d'épargne obligatoires ou sur objectifs
- Comptes d'épargne flexibles
- Comptes d'épargne basés sur un groupe d'épargne

Ce soir, reposons-nous tranquillement à l'hôtel des Super Épargnes ! Ce voyage est long, mais la destination est proche. Pour éviter l'autoroute du stress financier, l'un des moyens les plus efficaces d'accroître la résilience des ménages et des entreprises consiste pour une femme et sa famille à économiser de l'argent.^{71,72} Mais accumuler suffisamment d'épargne est difficile ! Certains types d'épargne peuvent également augmenter le travail préjudiciable pour les enfants s'ils manquent de flexibilité pour retirer de l'argent en période de choc ou s'ils obligent les ménages à faire des compromis pour générer des revenus. Les produits d'épargne à offre unique ne peuvent pas répondre à tous les besoins des ménages. Pour obtenir un maximum de succès, une femme entrepreneure a idéalement besoin d'un portefeuille de produits d'épargne bien conçus.



DÉFIS

- Les groupes d'épargne peuvent à la fois augmenter et réduire la probabilité de travail préjudiciable pour les enfants en augmentant la charge de travail des femmes d'une part et en augmentant la résilience des ménages d'autre part.^{37,73-75}
- L'épargne obligatoire peut augmenter l'épargne, mais peut également réduire la consommation alimentaire, augmenter les charges de travail et de temps et le stress financier lorsqu'elle est inflexible face aux urgences.⁷⁶⁻⁷⁸
- Offrir aux enfants des possibilités d'épargne et de revenus peut les amener à travailler davantage.⁷⁹
- Les coûts de transaction, le manque de confiance et les obstacles réglementaires, les lacunes en matière d'information et de connaissances, les contraintes sociales et les préjugés comportementaux limitent l'adoption des produits d'épargne.⁷⁹

OPPORTUNITÉS

- Tous les types d'épargne (groupes, individus, volontaire et obligatoire) ont montré des impacts positifs : les ménages sont moins exposés au risque et adoptent des stratégies génératrices de revenus plus rentables, mais plus risquées, comme investir dans une nouvelle culture. Le capital des entreprises et les revenus des ménages sont protégés en période de chocs.^{71,72}

CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION

- Fournir une variété de produits d'épargne : comptes contractuels et volontaires mais flexibles.³⁸
- L'épargne contractuelle doit aller de pair avec une éducation financière et une meilleure planification financière.⁸⁰
- Les groupes d'épargne doivent être encouragés à inclure les dépenses régulières ou imprévues du ménage.³⁸
- Surveiller et évaluer les indicateurs au niveau de l'enfant pour l'identification précoce du risque de résultats négatifs imprévus, tels que le nombre d'heures travaillées par les enfants dans une entreprise bénéficiant d'un soutien provenant des revenus du groupe d'épargne.⁸¹

Si les initiatives d'épargne impliquent des enfants et des jeunes, considérez :

- Une formation adaptée à l'âge qui tient compte du développement cognitif et des expériences de vie des enfants et des jeunes.⁸²
- Le temps requis pour mener la formation et s'assurer qu'elle n'entre pas en conflit avec la fréquentation scolaire, les devoirs ou les études.
- Une mobilité plus élevée des jeunes plus âgés en raison de la migration pour le travail ou le mariage.⁸³
- Les jeunes peuvent avoir une capacité d'épargne plus faible en raison de sources de revenus irrégulières et des dépenses supplémentaires associées aux ménages dirigés par des enfants.⁸³
- Les prêts promus au sein d'un groupe d'épargne respectent les lois locales relatives à l'accès au crédit pour les jeunes (généralement pour les moins de 18 ans).⁸⁴
- Les risques accrus en matière de protection, y compris l'exposition potentielle au travail préjudiciable pour les enfants et à d'autres problèmes, telles que la violence sexiste.⁸¹

Gardiennage et normes sociales



Services non financiers (NFS), tels que :

- Les méthodologies de dialogue communautaire et/ou intra-ménage
- Les méthodologies d'apprentissage et de formation des adultes, telles que les affaires, la santé, la formation en littératie financière
- Les liens avec les services de santé
- Les stratégies d'engagement des hommes pour les initiatives WEE



Une mère qui travaille jongle beaucoup ! Arrêtons-nous et visitons le Centre de dialogue communautaire et d'éducation des adultes pour un soutien supplémentaire afin d'éviter de faire des sacrifices malheureux, comme le recours au travail préjudiciable pour les enfants.

Bien que tous les PSF ne puissent pas fournir directement des interventions visant à modifier les normes sociales, ils peuvent s'associer ou établir des liens avec des institutions qui peuvent fournir aux femmes entrepreneurs des soutiens importants pour avoir accès et utiliser des services financiers. Et puis, la voilà repartit sur la route !

DÉFIS

- Les normes sociales influencent les types d'entreprises que les femmes choisissent de fonder.^{85,86}
- Les entreprises des femmes sont principalement situées dans des secteurs à faible productivité, tels que le commerce de détail ou les services personnels.^{87,88}
- Les responsabilités de garde qui incombent aux femmes entravent la croissance de leurs entreprises.⁸⁹
- Les femmes ont un accès limité au crédit, à l'éducation et à la formation, aux marchés et aux actifs.^{85,88,90}

OPPORTUNITÉS

- L'intégration des systèmes financiers et des NFS peut constituer des gains de temps et d'argent pour les participants.^{59,94}
- Les NFS peuvent ne pas améliorer de manière imputable les revenus d'un PSF, mais ont été associés à une plus grande ampleur de sensibilisation des participants, à de meilleures pratiques de remboursement des participants, avec des impacts mixtes sur le bien-être des participants.^{94,95}
- Il a été démontré que les dialogues communautaires axés sur l'évolution des normes sociales (genre, mariage précoce, etc.) modifient les normes liées aux responsabilités familiales et professionnelles et améliorent les impacts pour les femmes.⁹⁶⁻⁹⁹

CONSIDÉRATIONS DE CONCEPTION

- Envisagez de fournir des NFS via une ou un choix hybride parmi trois typologies :^{91,92}
 - **unifié** (le PSF fournit le NFS par l'intermédiaire du même personnel qui fournit les services financiers).
 - **parallèle** (le PSF fournit le NFS par le biais de personnel autre que celui qui fournissent des services financiers).
 - **lié ou partenaire** (le PSF collabore avec une autre organisation pour fournir le NFS par le biais d'alliances stratégiques).
- Assurez-vous que le personnel ou les facilitateurs du changement des normes sociales sont bien formés sur chaque sujet présenté, ont l'expérience de la gestion de la résolution des conflits et peuvent s'adapter aux normes sociales enracinées applicables au contexte local. Il est également conseillé de travailler avec les chefs traditionnels et/ou locaux.⁸⁹
- Lorsque des activités sont menées, la prise en compte des besoins en matière de garde d'enfants doit être évaluée et prise en compte dans la mesure du possible pour garantir l'inclusion des femmes.⁸⁹
- Lors de la conduite d'activités qui explorent les impacts négatifs des normes sociales, telles que l'engagement des femmes dans la génération de revenus et les affaires, assurez-vous que l'environnement est sûr et propice à la discussion de sujets sensibles pour tous les participants. Cela devrait inclure l'espace physique et l'espace émotionnel. Réfléchissez à la manière dont les animateurs et/ou les groupes de discussion mixtes et de même sexe refléteront les caractéristiques des participants.⁸⁹
- Les stratégies d'engagement des hommes pour les programmes généralement conçus pour les femmes doivent être intentionnelles et prises en compte au niveau du ménage, de la communauté et des politiques, en prenant en compte les normes sociales négatives et en modélisant la masculinité positive à tous les niveaux.^{89,93}



Protéger les enfants, protéger les femmes, réaliser des rêves



Waouh ! Avec le pouvoir de services financiers efficaces et intelligemment conçus, notre entrepreneur a réussi ! Elle a réalisé son rêve de développer son entreprise, de renforcer la résilience de son foyer et de son entreprise et de garder sa fille à l'école.

En repensant à son parcours, nous pouvons voir certaines caractéristiques de conception communes à TOUS les services financiers qui peuvent aider à atténuer le travail préjudiciable pour les enfants, à répondre aux besoins financiers des femmes entrepreneurs et à créer des lieux de travail sûrs pour tous. Il s'agit de :¹⁰

- Évaluer les compromis possibles et les conséquences négatives auxquelles les ménages, en particulier les femmes et les enfants, seront confrontés lorsqu'ils s'engageront dans une nouvelle activité économique et utiliseront divers instruments financiers. Porter une attention particulière à ces arbitrages lorsque les participants font de nouveaux investissements, c'est-à-dire des équipements, des terres, etc.
- Veiller à ce que la conception des services financiers tienne compte des besoins uniques des femmes, en particulier des femmes entrepreneurs, et des obstacles ou défis auxquels elles peuvent être confrontées.
- Concevoir des services financiers qui soutiennent ou encouragent l'embauche de main-d'œuvre adulte, notamment en développant des outils que les femmes peuvent fréquemment utiliser pour évaluer leurs besoins commerciaux et atténuer leurs problèmes de sécurité et de santé.
- Viser à la fois à améliorer la sécurité des revenus et la résilience des ménages en fournissant un portefeuille complet de services financiers et non financiers.
- Réduire les charges administratives telles que la paperasse, le temps et les coûts d'accès aux services financiers. La numérisation des services financiers, par exemple via l'argent mobile, s'est avérée être un moyen rentable d'aider les ménages à accéder aux services financiers et au soutien de leurs réseaux.
- Aligner la conception de tous les services financiers sur les flux de trésorerie communs et les contraintes saisonnières.



- Contribuer aux efforts de sensibilisation du personnel et des participants pour renforcer la littératie financière, en particulier pour la planification financière, ainsi que pour sensibiliser aux risques de travail préjudiciable pour les enfants lors de l'utilisation de différents services financiers.

Un voyage de mille miles commence par un pas. – Lao Tzu



Annexes

Aide à la recherche

1. Camillo C, Ramesh D, Cornet N, et al. Réduction de l'incidence du travail des enfants et des conditions de travail préjudiciables dans les initiatives de renforcement économique : Rapport d'analyse pré-situationnelle ; Washington DC ; [ABA ROLI et Fondation Grameen](#); 2019.
2. Fumagalli L, Martin T. Lissage des revenus, travail des enfants et scolarisation : Une expérience randomisée à Nampula une expérience randomisée à Nampula : Résumé étendu ; [ISER](#) ; 2015.
3. De Mel S, McKenzie D, Woodruff C. Le retour du capital dans les microentreprises : Preuve d'une expérience sur le terrain. *The Quarterly Journal of Economics* 2008 ;123(4):1329-1372. <https://doi.org/10.1162/qjec.2008.123.4.1329>
4. Edmonds E. Croissance économique et travail des enfants dans les économies à faible revenu : Document de synthèse n° 3 ; [GLMLIC](#); 2016.
5. Tundui CS, Tundui HP. Évaluation de l'effet du travail des enfants sur la rentabilité des entreprises appartenant à des femmes : Un cas d'entreprises soutenues par le microcrédit en Tanzanie. *Journal de recherche sur l'entrepreneuriat mondial*. 2018;8(1):2. <https://doi.org/10.1186/s40497-018-0088-4>
6. Impacts des initiatives de microfinance sur les enfants. Aperçu du rapport d'étude ; [CIDA](#); 2007.
7. Brickell K, Picchioni F, Natarajan N, et al. Crises aggravantes de la reproduction sociale : Microfinance, surendettement et pandémie de COVID-19. *Développement mondial*. 2020; 136:105087. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105087>.
8. Blume J, Breyer J. Financement innovant pour la justice sociale : Microfinance et travail des enfants. [Bureau international du travail](#) ; Genève ; 2011.
9. Khandker SR, Mahmud W. Faim saisonnière et politiques publiques : Preuve du nord-ouest du Bangladesh. Washington D.C. ; [Banque mondiale](#) ; 2012. Licence : CC BY 3.0 IGO
10. Chaudry, M. Rapport d'atelier : Produits de Micro Finance Sensibles aux Besoins des Familles confrontées au Travail des Enfants. [Organisation Internationale du Travail](#) ; 2007.
11. Islam A., Choe, C. Travail des enfants et réponses de la scolarisation à l'accès au microcrédit dans le Bangladesh rural. *Enquête économique*. 2013;51(1):46-61. <https://doi.org/10.1111/j.1465-7295.2011.00400.x>



12. Ashta A, Khan S, Otto P. La microfinance cause-t-elle ou réduit-elle les suicides ? Recommandations politiques pour réduire le stress des emprunteurs. *Changement stratégique*. 2015;24(2):165-190. <https://doi.org/10.1002/jsc.2004>
13. Field E, Pande R, Papp J, Rigol N. Le modèle de microfinance classique décourage-t-il l'entrepreneuriat chez les pauvres ? Preuve expérimentale de l'Inde. *Revue économique américaine*. 2013;103(6):2196-2226. <https://doi.org/10.1257/aer.103.6.2196>
14. Schicks J, Rosenberg R. Trop de microcrédit ? Une enquête sur les preuves du surendettement. *GGAP* ; 2011.
15. Czura K. Les calendriers de remboursement flexibles améliorent-ils l'impact du microcrédit ? Preuve d'une évaluation randomisée en Inde rurale. *Documents de travail en économie*. 2015;(20). <https://doi.org/10.5282/ubm/epub.26608>
16. Churchill C. Prêts d'urgence : L'envers du microcrédit. *Passerelle FinDev* ; 2003.
17. Champ E, Pande R. Fréquence de remboursement et défaut en microfinance : Preuve de l'Inde. *Journal de l'Association économique européenne*. 2008;6(2-3):501-509. <https://doi.org/10.1162/JEEA.2008.6.2-3.501>
18. Où le crédit est dû. *Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab et Innovations pour l'action contre la pauvreté* ; 2015.
19. Carothers R, Breslin C, Denomy J, Foad M. Promouvoir la sécurité et la santé au travail des enfants travailleurs grâce à des programmes de microfinance. *Journal international de santé au travail et environnementale*. 16(2):180-190.
20. Xavier G, Karlan D. Responsabilité collective contre responsabilité individuelle : Preuve à long terme des groupes de microcrédit philippins ; *Document de travail n° 61 du Département d'économie de Yale* ; 2009.
21. Field E, Pande R, Papp J, Park YJ. La flexibilité de remboursement peut réduire le stress financier : Un essai contrôlé randomisé avec des clients de la microfinance en Inde. *PLoS ONE*. 2012;7(9): e45679. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0045679>
22. Shonchoy A, Kurosaki T. Impact du microcrédit flexible ajusté aux variations saisonnières sur le remboursement et la consommation alimentaire : Preuve expérimentale du Bangladesh rural ; *Documents de travail IDE 460* ; 2014.
23. Banerjee A, Duflo E, Glennerster R, Kinnan C. Le miracle de la microfinance ? Preuve d'une évaluation randomisée. *Revue économique américaine : Économie appliquée*. 2015;7(1):22-53. <https://doi.org/10.1257/app.20130533>
24. L'opportunité de 24 milliards de dollars : Un cas pour accroître l'accès des écoles privées au financement dans les pays à revenu faible et intermédiaire. *Opportunité EduFinance* ; 2019.



25. Comprendre les prêts pour frais de scolarité. *Opportunité EduFinance* ; 2020.
26. Emerson PM, Ponczek V, Souza AP. Travail des enfants et apprentissage. *Développement économique et changement culturel*. 2017;65(2):265-296. <https://doi.org/10.1086/688895>
27. Ray R. Les déterminants du travail des enfants et de la scolarisation des enfants au Ghana. *Revue des Economies Africaines*. 2002;11(4):561-590. <https://doi.org/10.1093/jae/11.4.561>
28. Attanasio O, Fitzsimons E, Gomez A, Gutiérrez MI, Meghir C, Mesnard A. Scolarité et travail des enfants en présence d'un programme de transferts monétaires conditionnels en Colombie rurale. *Développement économique et changement culturel*. 2010;58(2):181-210. <https://doi.org/10.1086/648188>
29. Manacorda M. Travail des enfants et offre de travail des autres membres du foyer : Preuve de l'Amérique de 1920. *Revue économique américaine*. 2006;96(5):1788-1801. <https://doi.org/10.1257/aer.96.5.1788>
30. Maldonado J, Gonzalez-Vega C. Impact de la microfinance sur la scolarisation : Témoignages de ménages ruraux pauvres en Bolivie. *Développement mondial*. 2008;36(11):2440-2455.
31. Prêts pour l'amélioration scolaire liés à l'amélioration des résultats d'apprentissage en Ouganda ; *EduFinance* ; 2020.
32. Entretien avec Scott Sheridan de l'opportunité EduFinance. *Fondation Grameen* ; 2021.
33. Entretien avec Abel Ovenseri de LAPO Microfinance Bank Limited. *Fondation Grameen* ; 2020.
34. Dammert A, de Hoop J, Myukiyehe E, Rosati F. Les effets des politiques publiques sur le travail des enfants : Connaissances actuelles, lacunes et implications pour la conception du programme ; *Développement mondial* ; 2017 ; <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.05.001>
35. Barrera-Osorio F, Bertrand M, Linden LL, Perez-Calle F. Améliorer la conception des programmes de transfert conditionnel : Preuve d'une expérience d'éducation randomisée en Colombie. *Revue économique américaine : Économie appliquée*. 2011;3(2):167-195. <https://doi.org/10.1257/app.3.2.167>
36. Sinclair MR, Diener O, Rutherford D. Pourquoi la mesure des impacts au niveau de l'enfant peut aider à réaliser un changement économique durable ; [FHI 360 et la Commission des refuges pour femmes](#) ; 2013.
37. Baland JM, Demont T, Somanathan R. Décisions sur le travail et la scolarisation des enfants parmi les membres des groupes d'entraide en Inde rurale. *Développement économique et changement culturel*. 2020;69(1):73-105. <https://doi.org/10.1086/703046>



38. Briefing des groupes d'épargne #2 : Groupes d'épargne pour le bien-être de l'enfant - les risques ; *FHI 360* ; 2015.
39. Edmonds E, Theoharides C. Les impacts à court terme d'un transfert d'actifs productifs dans les familles confrontées au travail des enfants : Preuve expérimentale des Philippines. *Journal d'économie du développement* ; 2020 ;146. <https://doi.org/10.3386/w26190>
40. Banerjee A, Duflo E, Goldberg N, et al. Un programme à multiples facettes entraîne des progrès durables pour les très pauvres : Preuve recueillies dans six pays. 2015;348(6236). <https://doi.org/10.1126/science.1260799>
41. Del Carpio X. Le travail des enfants diminue-t-il toujours avec le revenu ? Une évaluation dans le contexte d'un programme de développement au Nicaragua. *La Banque mondiale* ; 2008. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-4694>
42. De Hoop J, Premand P, Rosati F, Vakis R. Capacité économique des femmes et accumulation du capital humain des enfants. *Journal d'économie de la population*. 2018;31(2):453-481. <https://doi.org/10.1007/s00148-017-0656-x>
43. Le rôle de l'agriculture dans le développement des pays les moins avancés et leur intégration dans l'économie mondiale ; *FAO* ; 2001.
44. Ravetti C. Les effets des changements de revenus sur le travail des enfants : Un examen des preuves de l'agriculture paysanne ; *Initiative internationale sur le cacao* ; 2020.
45. Barooah B, Kaushish B, Puri J, Leach B. Comprendre le risque financier agricole pour les petits exploitants agricoles dans les pays en développement : Que savons-nous et ne savons-nous pas ? ; *Initiative internationale pour l'évaluation d'impact* ; 2017.
46. Beegle K, Dehejia RH, Gatti R. Travail des enfants et chocs agricoles. *Revue de l'économie du développement*. 2006;81(1):80-96. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2005.05.003>
47. Sagbo NSM. Effets des prêts agricoles dans les pays en développement - Étude de cas sur le Bénin. *Thèses et mémoires-économie agricole* ; 2019.
48. Réduire le travail des enfants dans l'agriculture grâce à de bonnes pratiques agricoles : Expériences de la FAO ; *FAO* ; 2012.
49. Gomez y Paloma S, Riesgo L, Louhichi K. Le rôle des petites exploitations agricoles dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Édition internationale Springer ; 2020. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-42148-9>
50. Karlan D, Darko Osei R, Osei-Akoto I, Udry C. Décisions agricoles après assouplissement des contraintes de crédit et de risque ; *Le Journal trimestriel d'économie* ; 2014;129(2):597–652. <https://doi.org/10.1093/qje/qju002>



51. William J, Suri T. Partage des risques et coûts de transaction : Preuve de la révolution de l'argent mobile au Kenya. *Revue économique américaine*. 2014;104(1):183-223.
52. Matul M, Dalal A, de Bock O, Gelade W. Pourquoi les gens n'achètent pas de micro-assurance et que pouvons nous faire à ce sujet ; *ILO* ; 2013.
53. Berman P, Ajuba R, Bhandari L. L'effet appauvrissant des paiements de soins de santé en Inde : Nouvelle méthodologie et découvertes. *Hebdomadaire économique et politique*. 2010;45:65-71.
54. Chakrabarty S. Le microcrédit augmente-t-il le travail des enfants en l'absence de micro-assurance ? ; *Fonds pour l'innovation en micro-assurance et OIT* ; 2012.
55. Magnoni B, Zimmerman E, Chandani T. MLK Brief #2 : Faire les maths au Karnataka, en Inde ; Centre de micro-assurance ; 2012.
56. Pott J, Holtz J. Services à valeur ajoutée en micro-assurance santé. *Fonds pour l'innovation en micro-assurance* ; 2013.
57. Raithatha R, Naghavi N. Coup de projecteur sur les services d'assurance mobiles ; *GSMA* ; 2018.
58. Chandani T, Garand D. Leçons apprises et bonnes pratiques en micro-assurance santé : Un guide pour les praticiens ; *Réseau de micro-assurance* ; 2013.
59. Gray B, Bardsley A, Kuklewicz A, Loupeda C. Développer des instruments de financement de la santé de nouvelle génération pour les ménages : S'appuyer sur les leçons apprises ; *Fondation Grameen*; 2019.
60. Landmann A, Frölich M. L'assurance maladie peut-elle aider à prévenir le travail des enfants ? Une évaluation d'impact du Pakistan. *Journal d'Économie Médicale*. 2015;39:51-59. <https://doi.org/10.1016/j.jhealeco.2014.10.003>
61. Ratha D, Ju Kim E, Plaza S, Seshan G. Note sur la migration et le développement 34 : Résilience : Crise COVID-19 à travers une lentille de migration ; *Knomad* ; 2021.
62. Acosta P. Fréquentation scolaire, travail des enfants et transferts de fonds de la migration internationale au Salvador. *Revue d'études sur le développement*. 2011;47(6):913-936. <https://doi.org/10.1080/00220388.2011.563298>
63. Coon M. Transferts de fonds et travail des enfants en Bolivie. *Journal IZA des migrations*. 2016;5(1):1. <https://doi.org/10.1186/s40176-016-0050-6>
64. Azam M, Rodgers Y, Stewart-Evans M, von Hase I. Femmes migrantes et transferts de fonds : Explorer les données de pays sélectionnés ; *ONU Femmes* ; 2020.



65. Katakam A, Gravesteyn R. Transferts de fonds et inclusion financière : « Envoyer de l'argent à la maison » à l'ère COVID ; [Centre pour l'inclusion financière](#); 2020.
66. Sil M, Guha S. Transferts de fonds et microfinance en Inde Opportunités et défis pour le financement du développement ; [MPRA](#) ; 2010.
67. Bargain O, Boutin D. Transferts de fonds et travail des enfants en Afrique : Preuve du Burkina Faso. [Institut d'économie du travail](#) ; 2014.
68. Joseph G, Plaza S. Impact des envois de fonds sur le travail des enfants au Ghana. [La Banque mondiale](#) ; 2010.
69. Sicat G. OFWs : Qui sont-ils, où travaillent-ils et que font-ils. [L'étoile des Philippines](#) ; 2016.
70. Binci M. Les impacts des envois de fonds sur le travail et la scolarisation des enfants. [Revue des migrations internationales](#) ; 2018.
71. Moore D, Niazi Z, Rouse R, Kramer B. Renforcer la résilience grâce à l'inclusion financière Un examen des preuves existantes et des lacunes dans les connaissances ; [Innovations pour l'action contre la pauvreté](#) ; 2019.
72. Brody C, de Hoop T, Vojtkova M, et al. Programmes des groupes d'entraide économique pour l'amélioration de l'autonomisation des femmes : Une revue systématique ; 2016. <https://doi.org/10.4073/csr.2015.19>
73. Allen H. Évaluation de l'impact et du programme de Plan et du programme VSL conjoint d'UHIKI en Tanzanie ; Allemagne ; Associés VSL : 2009
74. Boyle P. Évaluation de l'impact du projet pilote de Touguri et établissement des données de référence pour la phase II ; [Réseau SEEP](#) ; 2009.
75. Cameron S, Ananga E. Groupes d'épargne et investissements éducatifs ; [Plan Royaume-Uni](#) ; 2013.
76. Karlan D, Savonitto B, Thuysbaert B, Udry C. Impact des groupes d'épargne sur la vie des pauvres. *Annales de l'Académie américaine des Sciences*. 2017;114(12):3079-3084. <https://doi.org/10.1073/pnas.1611520114>
77. Gash M, Gray B. Le rôle des services financiers dans le renforcement de la résilience des ménages ; [CGAP](#) ; 2016.
78. Rickard K, Johnsson A. Groupes d'autonomisation et d'épargne des femmes : Que savons-nous ? ; [Réseau SEEP](#) ; 2019.



79. Karlan D, Ratan AL, Zinman J. L'épargne par et pour les pauvres : Un examen et un programme de recherche. *Évaluation des revenus et de la richesse*. 2014;60(1):36-78. <https://doi.org/10.1111/roiw.12101>
80. Berry J, Karlan D, Pradhan M. L'impact de l'éducation financière pour les jeunes au Ghana ; *Bureau Nationale de la Recherche Economique* ; 2015. <https://doi.org/10.3386/w21068>
81. Chaffin J, Rhoads N. Enfants et programmes de renforcement économique : Maximiser les avantages et minimiser les dommages ; *réseau d'apprentissage du CPC* ; 2013.
82. Rapport annuel 2010 ; *Aflatoun* ; 2010.
83. Allen B. Les groupes d'épargne et la dynamique de l'inclusion ; *Réseau SEEP* ; 2018.
84. Comprendre les jeunes et leurs besoins financiers ; *Réseau SEEP* ; 2013.
85. Minniti M, Naude W. Que savons-nous des modèles et des déterminants de l'entrepreneuriat féminin dans les pays ? *Journal européen de recherche sur le développement*. 2010;22:277-293. <https://doi.org/10.1057/ejdr.2010.17>
86. Carranza E, Dhakal C, Love I. Femmes entrepreneurs : Comment et pourquoi sont-ils différents ? ; *La banque mondiale* ; 2018. Licence : CC BY 3.0 IGO
87. Bardasi E, Sabarwal S, Terrell K. Comment fonctionnent les femmes entrepreneurs ? Preuves recueillies de trois régions en développement. *Économie des petites entreprises*. 2011;37(4):417-441. <https://doi.org/10.1007/s11187-011-9374-z>
88. Hallward-Driemeier M. Femmes entrepreneuses : Développer les opportunités économiques en Afrique ; *Banque mondiale* ; 2013.
89. Smith J, Crookston B, Gray B, et al. Examen des preuves sur le rôle de l'engagement des hommes dans les programmes d'autonomisation économique des femmes ; *Fondation Grameen* ; 2021.
90. Index Mastercard des femmes entrepreneurs ; *Mastercard* ; 2018.
91. Sievers M, Vandenberg P. Synergies par les liens : À qui profite l'association des services de microfinance et de développement des entreprises ? *Développement mondial*. 2007;35(8):1341-1358. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2007.04.002>
92. Dunford C. Construire une vie meilleure : Lien durable entre le microcrédit et l'éducation à la santé, à la planification familiale et à la prévention du VIH/SIDA pour les entrepreneurs les plus pauvres ; *Journal de la Microfinance* ; 2001.
93. Gupta J, Falb KL, Lehmann H, et al. Normes de genre et intervention d'autonomisation économique pour réduire la violence conjugale à l'égard des femmes en Côte d'Ivoire rurale



: une étude pilote randomisée et contrôlée. *BMC Santé internationale et droits de l'homme*. 2013;13(1):46. <https://doi.org/10.1186/1472-698X-13-46>

94. Lorenzetti L, Leatherman S, Flax V. Évaluer l'effet des interventions intégrées de microfinance et de santé : une revue mise à jour des preuves. *Plan de politique de santé*. 2017;32(5):732-756. <https://doi.org/10.1093/heapol/czw170>
95. Lensink R, Mersland R, Vu NTH, Zamore S. Les institutions de microfinance bénéficient-elles de l'intégration des services financiers et non financiers ? *Économie appliquée*. 2018;50(21):2386-2401. <https://doi.org/10.1080/00036846.2017.1397852>
96. Abramsky T, Devries KM, Michau L, et al. Voies écologiques de prévention : Comment fonctionne le SASA ! Modèle de mobilisation communautaire pour prévenir la violence physique des partenaires intimes à l'égard des femmes ? *Santé publique BMC*. 2016;16(1):339. <https://doi.org/10.1186/s12889-016-3018-9>
97. Ellsberg M, Arango DJ, Morton M, et al. Prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles : Que nous révèlent les preuves ? *Le Lancet*. 2015;385:1555-1566. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(14\)61703-7](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(14)61703-7)
98. Wegs C, Creanga AA, Galavotti C, Wamalwa E. Dialogue communautaire pour changer les normes sociales et permettre la planification familiale : Une évaluation de l'Initiative des résultats de la planification familiale au Kenya. *PLOS ONE*. 2016;11(4):e0153907. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0153907>
99. Figueroa ME, Poppe P, Carrasco M, et al. Efficacité du dialogue communautaire dans le changement des normes de genre et sexuelles pour la prévention du VIH : Évaluation du programme Tchova Tchova au Mozambique. *Journal de la communication sur la santé*. 2016;21(5):554-563. <https://doi.org/10.1080/10810730.2015.1114050>



Acronymes et glossaire des termes

Acronyme	Définition
ABA ROLI	L'association du barreau Américain - Initiative sur les règles de droit
ACW	Conditions de travail acceptables
PSF	Prestataire de services financiers
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
UACW	Conditions inacceptables de travail
ONU	Organisation des Nations unies
USDOL	Département américain du travail
WEE	Autonomisation économique des femmes

Terme	Définition
Transfert d'actifs (AT)	Consiste souvent à fournir un actif productif, tel que du bétail ou des outils commerciaux tels que des machines à coudre, des pompes à eau solaires, ou un actif d'information, tel qu'un téléphone portable, à un participant.
Enfants à risque de s'engager dans un travail préjudiciable pour les enfants (travail des enfants)	Un enfant « risquant d'être engagé dans le travail des enfants » est un enfant qui remplit une ou plusieurs des conditions suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1) Vivre dans une région où le travail préjudiciable pour les enfants est répandu ; 2) Vivre dans la pauvreté (telle que définie par les normes nationales) ; 3) En âge scolaire, mais non scolarisé ; 4) Avoir un ou plusieurs frères et sœurs engagés dans un travail préjudiciable pour les enfants ; 5) Orphelins ; 6) Le chef de ménage ; 7) Affecté par un handicap ; et 8) Vivre dans une région où le taux de scolarisation est faible ou le taux d'abandon scolaire est élevé.
Travail des enfants	Les tâches ménagères et les formes de travail légal, y compris les travaux légers. Ce type de travail ne compromet pas la scolarité. Selon les normes internationales, l'âge minimum pour travailler est de 14 ou 15 ans, selon le pays, car certains pays en développement appliquent un âge minimum plus bas pour travailler.
Transfert en espèces	Les transferts directs d'argent à une personne éligible (souvent basés sur le sexe, l'âge, la pauvreté ou d'autres caractéristiques de vulnérabilité) peuvent être soit des transferts monétaires inconditionnels, soit des transferts monétaires conditionnels. Normalement réalisés par les gouvernements, mais peuvent également être fournis par des ONG et d'autres donateurs privés.
Transfert monétaire conditionnel	Transferts en espèces effectués à une personne une fois qu'elle répond à certains critères, tels que les enfants qui restent inscrits à l'école ou les femmes qui effectuent des visites de soins prénataux.



Personnel de première ligne	Le personnel de première ligne fait référence au personnel des acteurs WEE qui travaillent directement avec les femmes pour les aider à atteindre les objectifs WEE et sont principalement sur le terrain. Le personnel de première ligne peut être entre autres des formateurs, des agents communautaires, des agents de crédit, des travailleurs sociaux et des agents de vulgarisation agricole.
Travail préjudiciable pour les enfants (travail des enfants)	Le travail préjudiciable pour les enfants, ou travail des enfants, désigne tout travail qui entrave le développement d'un enfant et qui est : a) physiquement, mentalement ou moralement dangereux et nocif pour les enfants ; et b) entrave la scolarité d'un enfant. Le terme travail des enfants est également utilisé de manière interchangeable avec travail préjudiciable pour les enfants ou travail des enfants . La boîte à outils RICHES identifie également le travail préjudiciable pour les enfants comme tout travail d'enfant qui est difficile, dangereux ou sale (également connu sous le nom de 3 D).
Travail préjudiciable pour les adultes (conditions inacceptables de travail ou UACW)	Toutes les conditions de travail considérées comme préjudiciables, telles que des salaires qui ne permettent pas une vie décente aux travailleurs et à leurs familles, des heures de travail supérieures à huit heures par jour/48 heures par semaine et de mauvaises conditions de santé et de sécurité au travail. Les conditions de travail préjudiciables sont plus présentes dans le secteur informel , où il existe de nombreuses entreprises dirigées par des femmes, le travail vulnérable , comme le travail en sous-traitance et le travail dans des environnements qui manquent ou ont des protections légales limitées, le travail forcé , qui est la forme la plus flagrante et est particulièrement courant dans le travail domestique, la construction et la fabrication, l'agriculture, l'horticulture et dans les industries de l'hôtellerie et du sexe, ou le travail précaire , qui comprend des situations de travail instables telles que le travail temporaire et/ou informel tel que le secteur des soins domestiques, le secteur du nettoyage, le travail en cuisine, le travail sur le marché et les usines.
Travail léger	Le travail des enfants qui est limité dans le temps, qui ne nuit pas à la santé, à la sécurité, à la présence et à la réussite scolaires de l'enfant. Les travaux légers peuvent inclure des tâches ménagères adaptées à l'âge de l'enfant, comme faire son lit, faire la vaisselle, garder occasionnellement des bébés, etc. Selon les normes internationales, l'âge minimum pour les travaux légers est de 12 ou 13 ans, selon le pays, certains pays en développement appliquent un âge minimum plus bas pour le travail.
Écoles privées à faible coût (LCPS)	Des écoles non publiques gérées par des entrepreneurs pour desservir les populations à faible revenu. Il peut s'agir de garderies et d'écoles maternelles, ainsi que de centres d'enseignement primaire et secondaire.
Personnel de direction	Le personnel de direction fait référence au personnel des acteurs WEE qui est principalement basé au siège de l'organisation et qui est responsable du développement et de la supervision de la stratégie et du programme.



Services non financiers (NFS)	Services de développement tels que les affaires, la santé, la finance, l'éducation agricole, les dialogues communautaires, pour n'en nommer que quelques-uns. Souvent désignées généralement par les ONG comme des activités de programme. Cependant, ils sont appelés NFS par les prestataires de services financiers, lorsqu'ils fournissent directement ou par le biais de partenariats des services qui ne sont pas essentiels à leur mission de services financiers.
Les participantes	Les participantes désignent les femmes qui bénéficient des services fournis par les Acteurs WEE. Les participantes peuvent être des femmes vivant dans des pays en développement qui possèdent des entreprises, exercent des activités de subsistance, sont des clientes des établissements de crédit, ou participent à des formations pour accroître leur accès aux opportunités économiques. Selon les acteurs du WEE, elles peuvent également être appelées clientes, bénéficiaires ou membres.
Boîte à outils RICHES	Une collection d'outils qui visent à évaluer et à sensibiliser les acteurs du WEE et leurs participants sur les risques du travail préjudiciable pour les enfants et les adultes. Ces outils ont pour but d'atténuer ces risques. La boîte à outils RICHES comprend : un portail en ligne pour accéder à la boîte à outils, des évaluations des risques et des diagnostics pour évaluer les risques de travail des enfants et de pratiques commerciales dangereuses, des études de marché et des outils de suivi et d'évaluation, un programme d'études basé sur le dialogue sur papier et sur vidéo, des outils de gestion et de la formation du personnel de première ligne, des guides pour établir des liens avec les organisations de protection de l'enfance et faciliter les dialogues au sein du ménage et de la communauté.
Transfert inconditionnel d'argent	Transferts en espèces effectués à une personne <i>sans</i> qu'elle réponde à certains critères, tels que les enfants qui restent inscrits à l'école ou les femmes qui effectuent des visites de soins prénataux. L'argent peut être dépensé comme le souhaite le destinataire.
L'autonomisation économique des femmes (WEE)	L'autonomisation économique des femmes est un processus par lequel les femmes augmentent leur capacité à réussir en tant que participantes égales et actives dans l'économie. Il s'agit notamment de l'amélioration de l'accès des femmes aux ressources humaines, économiques et sociales et du contrôle qu'elles exercent sur ces ressources (pouvoir sur) ; de leur capacité individuelle à prendre des décisions indépendantes dans leur intérêt, celui de leur famille, de leur communauté et de leur pays (pouvoir sur) ; de leurs atouts personnels, notamment leurs connaissances, leurs compétences, leur confiance en elles-mêmes, leur résilience et leur capacité à prendre et à gérer des risques (pouvoir dans) ; et de leurs atouts collectifs, tels que les services de soutien et les réseaux (pouvoir avec). L'autonomisation économique des femmes est essentielle pour atteindre l'égalité des sexes, la réduction de la pauvreté, la croissance économique et d'autres objectifs de développement durable.
Acteur ou initiatives d'autonomisation	Les acteurs WEE sont des entités ou des individus qui soutiennent le développement ou l'expansion des entreprises de femmes, fournissent des moyens de subsistance ou des services financiers, et/ou soutiennent les femmes (à l'échelle



économique des femmes (WEE)	mondiale) dans leurs efforts pour accroître leur accès aux opportunités économiques, en particulier celles qui vivent dans les économies en développement. Les acteurs WEE peuvent être des institutions de microfinance, des organisations de soutien aux groupes d'épargne, des organisations non gouvernementales, des donateurs, des investisseurs ou des programmes gouvernementaux.
-----------------------------	---

Remerciements

Cet outil a été développé par Bobbi Gray avec le soutien de Jenna Smith et Amelia Kuklewicz de la Grameen Foundation et de Chris Camillo et Deepa Ramesh de L'association du barreau Américain-Initiative sur les règles de droit (ABA ROLI). Les graphiques ont été conçus par Lilli Beth Gelvezon, une consultante indépendante et Jenna Smith de la Fondation Grameen. L'édition finale a été réalisée par Jenna Smith.

L'équipe tient à exprimer sa gratitude à Sarah Sunderlin Simpson du Bureau du travail des enfants, du travail forcé et de la traite des personnes (OCFT) pour son encadrement, son travail d'édition, sa contribution à la conception et son soutien pendant la conception de cet outil. L'équipe remercie également les nombreux membres du personnel de l'OCFT qui ont pris le temps d'examiner les ébauches et de fournir un soutien à la conception et à l'édition, notamment Kristen Pancio, Alexander Billings et Tanya Shugar.

Enfin, l'équipe exprime sa profonde gratitude aux personnes suivantes qui ont fourni des commentaires sur ce guide :

- Amelia Greenberg, Groupe de travail sur la performance sociale
- Johanna Ryan, Fonds Vision International
- Abel Oveneri, LAPO
- Benjamin Crookston, Université Brigham Young, École de santé mondiale



« RICHES Guide des services financiers » par Bobbi Gray, Jenna Smith, Amelia Kuklewicz, Chris Camillo et Deepa Ramesh du projet RICHES financé par le Département américain du travail, dirigé par le bénéficiaire de la Fondation Grameen USA en partenariat avec le sous-département de L'association du barreau Américain-Initiative sur les règles de droit sous licence [CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/). Grâce à cette licence Creative Commons, vous êtes autorisé à modifier, transformer et améliorer ce matériel.

Pour citer cet ouvrage, nous proposons la citation suivante :

Gray B, Smith J, Kuklewicz A, Camillo C, Ramesh D. (2022). RICHES Guide des services financiers. Fondation Grameen et L'association du barreau Américain-Initiative sur les règles de droit.

<https://grameenfoundation.org/riches/riches-toolkit/financial-services-guide>



Si ce travail doit être adapté pour un usage privé ou commercial, nous encourageons la mention suivante :

La présente œuvre, « [NOM DE VOTRE DERIVATION/ADAPTATION] » est un dérivé de « [L'évaluation des risques dans le cadre de RICHEs](#) » sous licence [CC BY 4.0](#) développé par Bobbi Gray, Amelia Kuklewicz, Chris Camillo et Deepa Ramesh du projet RICHEs financé par le Département du travail des États-Unis, Bureau du travail des enfants, du travail forcé et de la traite des personnes, dirigé par la [Grameen Foundation USA](#) en partenariat avec la [L'association du barreau Américain - Initiative sur les règles de droit](#). Ce document ne reflète pas nécessairement les opinions ou les politiques du Département du travail des États-Unis, et la mention de noms commerciaux, de produits commerciaux ou d'organisations ne sous-entend pas l'approbation du gouvernement des États-Unis. Ce document ne saurait être considéré comme une approbation de la Grameen Foundation USA ou de l'association du barreau Américain - Initiative sur les règles de droit.